

Initiatives ministérielles

recettes et dépenses chaque année, sauf en cas de situation d'extrême urgence, comme une guerre.

Si cela avait été le cas, les paniers percés de l'administration Trudeau n'auraient pas pu hypothéquer le Canada au maximum et nous obliger à faire des pieds et des mains pour payer les dettes du passé plutôt que d'investir pour bâtir l'avenir. C'est cela le problème.

M. Nystrom: Monsieur le Président, j'aimerais poser quelques questions très brèves. Premièrement, le député de Swift Current—Maple Creek—Assiniboia a dit que personne n'avait proposé autre chose pour remplacer la TPS. Je me rappelle avoir entendu une foule de solutions de rechange au Comité des finances. Certaines étaient bonnes, d'autres l'étaient moins.

Ne reconnaît-il pas avoir exagéré un peu lorsqu'il a dit que personne n'avait proposé autre chose? Je sais que des personnes de sa propre circonscription ont présenté diverses propositions.

Deuxièmement, depuis quand, dans un système démocratique, est-ce à lui qu'il incombe, à titre de député ne représentant que sa propre circonscription, de se lever et de dire «Non»? La semaine dernière, un sondage Gallup révélait que 74 p. 100 des Canadiens s'opposent à la TPS. Aujourd'hui, le sondage disait 79 p. 100.

Le député du Nouveau-Brunswick ne devrait pas se contenter de dire que les gens sont contre les taxes. On pouvait lire aujourd'hui dans le *Globe and Mail*, par exemple, que 56 p. 100 des fumeurs seraient en faveur d'une hausse de 50 cents le paquet de la taxe sur les cigarettes. Il y a certaines taxes dans notre pays que la population appuie. Je ne crois pas qu'il faille se contenter de dire que les gens ne veulent pas de hausses de taxe.

Comment peut-il dire que personne n'a fait d'autres suggestions? À quel moment un député doit-il se lever à la Chambre et appuyer ses électeurs, dans ce cas les 79 p. 100 de Canadiens qui sont contre la TPS? Un nombre important de personnes qui ont voté pour les conservateurs en 1988 s'opposent à la TPS. N'incombe-t-il pas à ce député de se lever à la Chambre et de présenter leur point de vue?

M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Monsieur le Président, je suis heureux de répondre à la question soulevée par le député de Yorkton—Melville.

Premièrement, il a demandé si des solutions de rechange ont été proposées relativement à la TPS ou à la réforme de la taxe de vente en général. Il faisait sans doute allusion à celles proposées par son propre parti dans un rapport minoritaire annexé au compte rendu des délibérations du comité des finances sur la question de la réforme de la taxe de vente.

Dans mes remarques, j'ai parlé de solutions viables, pratiques et sensées. En disant cela, je croyais évidemment que le député comprendrait que cela excluait automatiquement cette annexe au rapport du comité des finances présentée par le NPD.

Puisqu'il a soulevé la question, je vais faire un compliment aux députés néo-démocrates. Au moins, ils ont proposé certaines solutions de rechange, contrairement aux libéraux qui n'ont rien fait d'autre que critiquer, critiquer et critiquer sans rien apporter de constructif. Le NPD a effectivement présenté des suggestions, et je n'ai pas manqué de les examiner.

Elles portaient sur une augmentation du taux marginal d'imposition. J'ai abordé ce sujet dans mon discours. Pour l'impôt sur le revenu, le Canada n'a pas besoin d'un taux de 67 p. 100. Il faut laisser aux gens un peu de marge, pour qu'ils soient productifs et qu'ils aient un peu d'intérêt à la croissance. Quant à moi, c'est une chose que je condamne. Je dirai au député que la plupart des Canadiens feraient comme moi.

Il y a autre chose dont les députés du NPD ont parlé, c'est le rétablissement de l'impôt sur les successions. Je pensais qu'ils avaient compris après ce qui s'est passé en Saskatchewan dans les années 1970. Mais non, ils veulent rétablir l'impôt sur les successions, pour «faire casquer les riches», ces «riches» qu'ils protègent tous les jours à la Chambre en s'opposant à la récupération fiscale de la pension de la sécurité de la vieillesse et des allocations familiales versées aux Canadiens à revenus élevés—cette politique absolument contradictoire ne tient pas debout.

La deuxième chose que le député propose c'est, j'imagine, que nous abolissions le Parlement, pour laisser aux fonctionnaires le soin de gérer le pays en s'inspirant des résultats de l'enquête Gallup qui sortent tous les vendredis. C'est peut-être là la réponse. Qu'en pensez-vous?